

JOURNAL DU DROIT INTERNATIONAL

paraissant tous les trois mois

FONDÉ EN 1874

CONTINUÉ DE 1923 à 1948

par

EDOUARD CLUNET

par

ANDRÉ PRUDHOMME

Rédacteur en Chef,

BERTHOLD GOLDMAN

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Dijon

Publié avec le concours de

CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sous le haut patronage de

- M. ANCEL**, Conseiller à la Cour de Cassation.
S. BASTID, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
R. DROUILLAT, Président du Tribunal de grande instance de la Seine.
J. HAMEL, Membre de l'Institut, Doyen de la Faculté de Droit de Paris.
G. HOLLEAUX, Conseiller à la Cour de Cassation.
P. LEPAULLE, Avocat à la Cour d'Appel de Paris.
P. LOUIS-LUGAS, Professeur à la Faculté de Droit de Dijon, Doyen honoraire.
M. MARTIN, Maître des Requêtes au Conseil d'État.
J. MAURY, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Toulouse.
J. MIHURA, Président honoraire à la Cour de Cassation.
M. PICARD, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.
R. PINTO, Professeur à la Faculté de Droit de Paris.
P. ROUBIER, Doyen honoraire de la Faculté de Droit de Lyon; Correspondant de l'Institut.
G. SCHELLE, Professeur honoraire à la Faculté de Droit de Paris.

Secrétaire de la Rédaction

Paule CHARDENON

Docteur en Droit

Avocat à la Cour d'Appel de Paris

ÉDITIONS TECHNIQUES S. A.

Distributeur général

131, Boulevard St-Germain

PARIS (VI^e)

1959

SOMMAIRE

1959 (86^e année). — 4^e livraison. — Octobre, Novembre, Décembre

Doctrines

- Le droit d'établissement dans la Communauté économique européenne, par Jacques AUDINET 982
- Souveraineté et coexistence économique, par Dr. Ignaz SEIDL-HOHENVELDERN. 1051

Variétés

- Dévaluation et contrat international (A propos d'une sentence arbitrale) .. 1074
- L'Académie Inter-Américaine de Droit comparé et international, par Natalio CHEDIAK 1083

Jurisprudence

- Bulletin de jurisprudence français, par Paul AYMOND, Jean-Denis BREDIN, Berthold GOLDMAN, André PONSARD et Alain LE TARNEC 1086

Arbitrage, sentence arbitrale étrangère, *exequatur*, voies de recours (1132). — Convention franco-britannique du 18 janvier 1934 (V. Jugements étrangers). — Divorce, moyens de preuve, exclusion de l'aveu, interdiction du divorce par consentement mutuel, loi applicable (1114). — Jugements étrangers, *exequatur*, Convention franco-britannique du 18 janvier 1934, pouvoirs du juge, dépens (1122); divorce, conditions de fond (1114). — Nationalisations sans compensation, Etat étranger, absence d'effet extraterritorial, ordre public (1098). — Nationalité, perte par établissement à l'étranger sans esprit de retour, appréciation souveraine par les juges du fond, chose jugée (1086). — Ordre public (V. Nationalisations). — Propriété industrielle, marques de fabrique, territorialité, dépôt international, nature et effets (1098). — Succession, exécuteur testamentaire, actions du défunt, loi de la succession (1122).

- Chronique de jurisprudence française, par J.-B. STALELLI 1144

Conflits de juridictions, succession, biens situés à l'étranger, compétence (1158); brevet français, validité, incompétence des tribunaux belges, contrat de concession de licence, résiliation prononcée en Belgique, nullité du brevet prononcée en France, compatibilité (1160). — Convention franco-belge du 8 juillet 1899 (V. Jugements étrangers). — Convention franco-britannique du 18 janvier 1934 (V. Jugements étrangers). — Convention d'Union de Berne (V. Propriété littéraire et artistique). — Conventions franco-tunisiennes des 3 juin 1955 et 3 mars 1957, succession, nationalité tunisienne du *de cuius* non prouvée, absence d'effet, loi française applicable (1150). — Etrangers (Condition des), contrat de travail, durée sans lien avec celle de la validité de la carte de travailleur (1144). — Immunité de juridiction, consul, comparution, renonciation (1158). — Jugements étrangers, *exequatur*, Convention franco-belge du 8 juillet 1899, décisions successives belges, *exequatur*

demandé pour les dernières (1160); Convention franco-britannique du 18 janvier 1934, jugement anglais d'*exequatur* d'une sentence arbitrale (1162). — Mariage, — célébré à l'étranger, preuve, loi applicable (1144); nullité, mariage putatif, loi applicable (1146). — Propriété littéraire et artistique, Convention de Berne, photographies d'actualité, protection (1156). — Régime matrimonial, absence de contrat, domicile conjugal, litige consécutif à un divorce, compétence (1146). — Succession, immeubles situés en France, *de cuius* décédé en France, loi applicable (1150). — Testament verbal, Français à l'étranger, forme locale, validité, ordre public, preuve, photocopie d'une attestation (1152).

Bulletin de jurisprudence britannique, par Ian BROWNLIE 1167

Annexion de l'Autriche par l'Allemagne, reconnaissance, effet sur la nationalité d'un Autrichien, brevet d'invention, ressortissant ex-ennemi, loi de l'Etat annexant (1167). — Biens ennemis, marque de fabrique, clientèle, loi sur le commerce avec l'ennemi (1213). — Brevet d'invention (V. Annexion). — Compétence en matière pénale, association de malfaiteurs en Angleterre, actes commis à l'étranger, fraude à l'égard d'un service public étranger (1205). — Extradition, délit commis à bord d'un navire, Traité avec la Norvège de 1873, interprétation, droit de l'Etat requérant d'ester en justice (1209). — Immunité de juridiction, agent diplomatique, fils mineur (1201), Etat étranger, droit incorporel, cession au mandataire d'un Etat étranger, propriété de la créance, possession ou contrôle par un Etat étranger (1181). — Marques de fabrique (V. Biens ennemis). — Prise, intention de saisir comme prise, bâtiments inachevés dans un port occupé, reddition sans condition, persistance du droit de saisie, continuation de la guerre avec un allié du vaincu (1173). — Traité anglo-norvégien de 1873 (V. Extradition).

Documents

COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE :

Déclaration portant acceptation par la France de la juridiction obligatoire de la Cour Internationale de Justice à compter du 10 juillet 1959. Retrait de la déclaration du 18 juillet 1947 1216

IMPÔTS ET CONTRIBUTIONS :

Convention entre la France et le Danemark tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative réciproque en matière d'impôts sur les revenus et la fortune 1216

RELATIONS ENTRE LA FRANCE ET LA SARRE :

Echange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne sur la date de la fin de la période transitoire en Sarre 1230

ÉTABLISSEMENT :

Convention d'établissement entre la France et l'Italie 1232

Bibliographie et Revue des Revues 1244

Informations 1258

Tables générales 1959

I. — Doctrine	1262
II. — Jurisprudence :	
A. — Table des bulletins et chroniques	1264
B. — Table chronologique	1264
C. — Table des noms des parties	1267
D. — Table analytique	1272
III. — Documents :	
A. — Table chronologique	1300
B. — Table analytique	1302
IV. — Bibliographie	1305
